



ERRATUM

COMMISSION PARITAIRE POUR LES
ENTREPRISES DE GARAGE

n° 112

CCT n° 67853
du 8 juillet 2003

Correction du texte français :

- à l'article 5, les termes « *conformément aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 3.* » sont remplacés par « *conformément aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 4.* ».
- à l'article 7, les termes « *conformément aux modalités prévues à l'article 5 et aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 3.* » sont remplacés par « *conformément aux modalités prévues à l'article 5 et aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 4.* ».

ERRATUM

PARITAIR COMITE VOOR HET
GARAGEBEDRIJF

nr 112

CAO nr 67853
van 8 juli 2003

Verbetering van de franstalige tekst :

- in artikel 5, worden de woorden « *conformément aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 3.* » vervangen door « *conformément aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 4.* ».
- in artikel 7, worden de woorden « *conformément aux modalités prévues à l'article 5 et aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 3.* » vervangen door « *conformément aux modalités prévues à l'article 5 et aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 4.* ».

- à l'article 8, les termes «*Dans les entreprises prévoyant déjà des interventions dans les transports des ouvriers outre celles fixées par l'arrêté royal du 10 décembre 1990 visé à l'article 3,* » sont remplacés par «*Dans les entreprises prévoyant déjà des interventions dans les transports des ouvriers outre celles fixées par l'arrêté royal du 10 décembre 1990 visé à l'article 4,* ».

Correction du texte néerlandais :

- à l'article 5, les termes «*overeenkomstig de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 3.* » sont remplacés par «*overeenkomstig de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 4.* ».
- à l'article 7, les termes «*overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij artikel 5 en de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 3.* » sont remplacés par «*overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij artikel 5 en de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 4.* ».
- à l'article 8, les termes «*In de ondernemingen die reeds voorzien in bijdragen voor het vervoer van de werklieden naast deze vastgesteld bij het koninklijk van 10 december 1990 bedoeld in artikel 3,* » sont remplacés par «*In de ondernemingen die reeds voorzien in bijdragen voor het*

- in artikel 8, worden de woorden «*Dans les entreprises prévoyant déjà des interventions dans les transports des ouvriers outre celles fixées par l'arrêté royal du 10 décembre 1990 visé à l'article 3,* » vervangen door «*Dans les entreprises prévoyant déjà des interventions dans les transports des ouvriers outre celles fixées par l'arrêté royal du 10 décembre 1990 visé à l'article 4,*».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- in artikel 5, worden de woorden «*overeenkomstig de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 3.* » vervangen door «*overeenkomstig de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 4.* ».
- in artikel 7, worden de woorden «*overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij artikel 5 en de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 3.* » vervangen door «*overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij artikel 5 en de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 4.* ».
- in artikel 8, worden de woorden «*In de ondernemingen die reeds voorzien in bijdragen voor het vervoer van de werklieden naast deze vastgesteld bij het koninklijk van 10 december 1990 bedoeld in artikel 3,* » vervangen door «*In de ondernemingen die reeds voorzien in*

vervoer van de werklieden naast deze vastgesteld bij het koninklijk van 10 december 1990 bedoeld in artikel ,».

bjdragen voor het vervoer van de werklieden naast deze vastgesteld bij het koninklijk van 10 december 1990 bedoeld in artikel ,».

Décision du 17 août 2004

Beslissing van 17 augustus 2004

COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES DE GARAGE

Convention collective de travail du 8 juillet 2003

FRAIS DE TRANSPORT

En exécution de l'article 19 de l'accord national 2003-2004 du 14 mai 2003.

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et ouvriers des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire des entreprises de garage.

Art. 2.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "ouvriers": les ouvriers ou les ouvrières.

Art. 3.

Les dispositions de la présente convention collective de travail ne s'appliquent que si les distances réelles aller-retour additionnées atteignent au moins 1 kilomètre.

CHAPITRE II. - Transport par chemin de fer

Art. 4.

L'intervention des employeurs dans les prix des abonnements sociaux des ouvriers qu'ils occupent est réglée conformément aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990) pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la Société Nationale des Chemins de fer Belges (en abrégé: S.N.C.B.) par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

Toute adaptation ultérieure à cette dernière réglementation est prise en considération pour l'application de la présente convention collective de travail.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTRATIE
23-07-2003 | 0 2 31818-2003 | NR. N°
67853 / 10/112

CHAPITRE III. - Autres moyens de transport en commun public

Art. 5.

En ce qui concerne les autres moyens de transport en commun public, organisés par les sociétés régionales de transport, l'intervention des employeurs dans les prix des abonnements des ouvriers qu'ils occupent est réglée, pour une distance correspondante, conformément aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 4

Art. 6.

Les modalités d'intervention des employeurs en faveur des ouvriers utilisant ce type de transport sont fixées comme suit:

- a) les ouvriers présentent aux employeurs une déclaration signée, certifiant qu'ils utilisent habituellement un moyen de transport en commun, organisé par une société régionale de transport, pour leur déplacement du domicile au lieu de travail et vice-versa, et précisent le kilométrage effectivement parcouru; ils veilleront à signaler dans les plus brefs délais toute modification de cette situation;
- b) l'employeur peut à tout moment contrôler l'authenticité de la déclaration visée sous a);
- c) lorsque le prix est unique, quelle que soit la distance, l'intervention des employeurs, fixée de manière forfaitaire, est égale à l'intervention dans le prix de l'abonnement pour une distance moyenne fixée forfaitairement à 7 km, sans toutefois être supérieure à 50 % du prix effectivement payé par l'ouvrier.

CHAPITRE IV. - Moyens de transport mixtes

Art. 7.

Lorsque l'ouvrier utilise plusieurs moyens de transport public, l'intervention de l'employeur est réglée, pour une distance équivalente à la somme des distances des différents moyens de transport, conformément aux modalités prévues à l'article 5 et aux tableaux annexés à l'arrêté royal du 10 décembre 1990 (Moniteur belge du 14 décembre 1990), visé à l'article 4

CHAPITRE V. - Transport organisé complètement ou partiellement par l'employeur

Art. 8.

Dans les entreprises prévoyant déjà des interventions dans le transport des ouvriers outre celles fixées par l'arrêté royal du 10 décembre 1990 visé à l'article 4, il y a lieu de rechercher une solution s'inspirant de l'accord national interprofessionnel du 15 juin 1971 et de la présente convention collective de travail.



CHAPITRE VI. - Autres moyens de transport

Art. 9.

Lorsque l'ouvrier se déplace par n'importe quel autre moyen de transport que ceux prévus aux chapitres II à V, il a droit à une indemnité journalière. Cette indemnité journalière est obtenue en divisant l'intervention patronale dans l'abonnement hebdomadaire SNCB par 5.

Art. 10.

Pour les distances de moins de 3 kilomètres, l'intervention des employeurs est calculée selon le principe de 1/3 par kilomètre de l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux SNCB (carte train) pour une distance "0-3 km".

CHAPITRE VII - Epoque et modalités de remboursement

Art. 11.

L'intervention des employeurs dans les frais de transport supportés par les ouvriers est payée mensuellement pour le titre de transport à validité mensuelle et une fois par semaine pour les titres de transport à validité hebdomadaire.

Art. 12.

L'intervention des employeurs dans les frais de transport par chemin de fer est payée contre la remise du certificat spécial délivré par la SNCB pour les abonnements sociaux.

L'intervention des employeurs dans les frais de transport, pour les moyens de transport organisés par les sociétés régionales de transport, est payée contre la remise du titre de transport délivré par ces sociétés.

Art. 13.

Les employeurs interviennent dans les frais occasionnés par les autres moyens de transport à condition que l'ouvrier établisse la preuve de la distance réellement parcourue.

Si l'ouvrier n'est pas à même de fournir cette preuve, le calcul s'effectue dans chaque entreprise, de commun accord entre les parties, en tenant compte des particularités locales.

L'ouvrier ne peut refuser de remettre à l'employeur le(les) titre(s) de transport éventuel(s), ou, à défaut, une déclaration signée par lui, nécessaire pour déterminer la distance parcourue.

CHAPITRE VIII. - Dispositions finales

Art. 14.

La présente convention collective de travail remplace celle du 12 mars 1991, conclue au sein de la Commission paritaire nationale des entreprises de garage, fixant l'intervention des employeurs dans les frais de transport supportés par les ouvriers et ouvrières, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 22 octobre 1992 (Moniteur belge 3 février 1993).

Art. 15.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} juillet 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire pour les entreprises de garage.

8

PARITAIR COMITÉ VOOR HET GARAGEBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 2003

VERVOERSKOSTEN

In uitvoering van artikel 19 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 14 mei 2003.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1.

Deze coUectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werklieden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het garagebedrijf.

Art. 2.

Voor de toepassing van deze coUectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan: de werklieden of de werksters.

Art. 3.

De bepalingen van deze coUectieve arbeidsovereenkomst zijn alleen toepasselijk indien de werkelijke heen en terug opgetelde afstanden ten minste 1 kilometer bedragen.

HOOFDSTUK II - Vervoer per spoor

Art. 4.

De werkgeversbijdrage in de prijs van de sociale abonnementen van de werklieden die zij tewerkstellen wordt geregeld overeenkomstig de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990) getroffen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het bedrag van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (afgekort: NMBS) ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden.

Iedere latere aanpassing van deze laatste reglementering wordt in overweging genomen voor de toepassing van deze coUectieve arbeidsovereenkomst.

WEEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	
23-07-2003	03-10-2003	67853 10/11/03

HOOFDSTUK III. - Ander gemeenschappelijk openbaar vervoer

Art. 5.

Wat het ander gemeenschappelijk openbaar vervoer betreft, georganiseerd door de regionale vervoermaatschappijen, wordt de werkgeversbijdrage in de prijs van de abonnementen van de werklieden die zij tewerkstellen geregeld, voor een overeenstemmende afstand, overeenkomstig de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel 4

Art. 6.

De modaliteiten van de bijdrage van de werkgevers ten gunste van de werklieden die dit type van vervoer gebruiken, worden vastgesteld als volgt:

- a) de werklieden leggen aan de werkgevers een ondertekende verklaring voor, waarbij verzekerd wordt dat zij gewoonlijk een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruiken, georganiseerd door de regionale vervoermaatschappijen, voor de verplaatsing van de woonplaats naar de plaats van tewerkstelling en omgekeerd, en preciseren het aantal effectief afgelegde kilometers; zij waken erover in de kortst mogelijke tijd alle wijzigingen in deze toestand te signaleren;
- b) de werkgever kan op elk ogenblik de authenticiteit van de onder a) bedoelde verklaring nagaan;
- c) wanneer het een eenheidsprijs betreft, wordt de bijdrage van de werkgever, ongeacht de afstand, forfaitair vastgesteld op de tussenkomst in de prijs van het abonnement voor een gemiddelde afstand die forfaitair wordt vastgesteld op 7 km, zonder evenwel 50 % van de door de werkmans werkelijk betaalde prijs te overschrijden.

HOOFDSTUK IV. - Gemengde vervoermiddelen

Art. 7.

Wanneer de werkmán verschillende openbare **gemeenschappelijke** vervoermiddelen gebruikt, is de bijdrage van de werkgever geregeld voor een afstand die overeenstemt met de **som** van de afstanden van de verschillende vervoermiddelen, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij artikel 5 en de tabellen gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 (Belgisch Staatsblad van 14 december 1990), bedoeld in artikel *fy*

HOOFDSTUK V. - Vervoer volledig of gedeeltelijk door de werkgever georganiseerd

Art. 8.

In de ondernemingen die reeds voorzien in bijdragen voor het vervoer van de werklíeden naast deze vastgesteld bij het koninklijk besluit van 10 december 1990 bedoeld in artikel ~~4~~, moet een oplossing worden gezocht **welke** ingegeven is door het nationaal interprofessioneel akkoord **van** 15 juni 1971 en door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK VL - Andere vervoermiddelen

Art. 9.

Wanneer de werkmán zich verplaatst met **om** het even **welk** ander vervoermiddel dan deze voorzien in de hoofdstukken II tot en met V, **heeft** de werkmán recht op een dagvergoeding. Deze dagvergoeding wordt bekomen door de werkgeversbijdrage in het weekabonnement van de NMBS te **delen** door 5.

Art. 10.

Voor de afstanden van **minder** dan 3 kilometer wordt de werkgeverstussenkomst berekend volgens het principe van 1/3 per kilometer van de bijdrage van de werkgever in de **prijs** van het sociale abonnement NMBS (treinkaart) voor de afstand "0-3 km".

HOOFDSTUK VIL - Tijdstip en modaliteiten van terugbetaling

Art. 11.

De bijdrage van de werkgevers in de door de werklíeden gedragen vervoerskosten wordt maandelíjks betaald voor het vervoerbewijs met geldigheid voor één maand, en éénmaal per week voor de vervoerbewijzen met geldigheid van één week.

Art. 12.

De bijdrage van de werkgevers in de vervoerskosten per spoor wordt betaald tegen indiening van het speciaal getuigschrift voor de sociale abonnementen afgeleverd door de NMBS.

De bijdrage van de werkgevers in de kosten voor het vervoer, georganiseerd door de regionale vervoermaatschappijen, wordt betaald tegen overhandiging van het vervoerbewijs afgeleverd door deze maatschappijen.

Art. 13.

De werkgevers komen tussen in de kosten veroorzaakt door de andere vervoermiddelen op voorwaarde dat de werkman het bewijs levert van de werkelijk afgelegde afstand.

Indien de werkman dit bewijs niet kan leveren, wordt de berekening, in gemeen akkoord tussen de partijen, afzonderlijk in iedere onderneming opgemaakt, rekening houdende met de plaatselijke bijzonderheden.

De werkman mag niet weigeren het (de) eventueel(ele) vervoerbewijs(zen) of, bij ontstentenis, een door hem ondertekende verklaring, nodig voor het vaststellen van de afgelegde afstand, aan de werkgever voor te leggen.

HOOFDSTUK VIII. - Slotbepalingen

Art. 14.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 12 maart 1991, gesloten in het Nationaal Paritair Comité voor het garagebedrijf, tot vaststelling van de bijdrage van de werkgevers in de vervoerskosten gedragen door de werklieden en werksters, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 oktober 1992 (Belgisch Staatsblad van 3 februari 1993).

Art. 15.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd, mits een opzegging van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het garagebedrijf.